

De la difficulté de remettre en question les mythes fondateurs d'une Nation¹

Alors que l'historiographie officielle argentine considère le général Julio Argentino Roca comme l'un des artisans de la construction de la nation pour avoir soumis les populations amérindiennes de Patagonie à la fin du 19^e siècle, ces dernières voient en lui l'auteur d'un génocide perpétré contre leurs aïeux. En analysant certains débats, ainsi que leur médiatisation – ou non –, nous reviendrons sur plusieurs controverses au centre desquelles se trouve la figure mythique de Roca. Nous montrerons comment l'histoire nationale argentine est actuellement remise en question par un certain nombre d'historiens qui peinent à faire admettre des versions alternatives et révisées des mythes fondateurs d'une nation qui s'est bâtie sur la négation et l'invisibilisation de ses populations autochtones.

Le 25 mai 2005, le quotidien argentin à tendance progressiste *Página 12* publie un article d'Oswaldo Bayer intitulé « *El primer triunfo* (Le premier triomphe) »². Le triomphe dont il est question concerne le changement du nom d'une avenue dans la petite ville d'El Hucú située dans la province de Neuquén, au nord de la Patagonie³. Le fait qu'un tel acte soit relayé par l'un des journaux les plus importants de la capitale et élevé au rang d'une information pouvant intéresser des lecteurs dans toute l'Argentine atteste de l'importance que peuvent prendre certaines relectures de l'histoire, même lorsqu'elles ont lieu très loin de la capitale. Le changement toponymique qui consiste à remplacer le nom de Julio Argentino Roca, général et homme d'état argentin, par celui de Mañke Cayucal, du nom d'un ancien cacique appartenant au peuple amérindien des Mapuche⁴ qui peuplent cette région, s'inscrit dans un contexte de controverses encore exacerbées au sujet de la conquête de la Pampa et de la Patagonie (1875-1885) par les troupes de l'armée nationale menées par le général Roca.

Dans cet article, nous nous intéresserons à ces débats pour les réinscrire dans le champ des tensions qui opposent l'État argentin aux partisans, autochtones ou non, des organisations de défense des droits des peuples autochtones. Nous verrons comment les versions officielles et conservatrices de l'histoire, largement acceptées par le sens commun, disqualifient ces derniers tout en occultant un pan du passé et comment deux interprétations de l'histoire, l'une nationale et hégémonique (puisqu'elle concernerait tous les habitants de l'Argentine) et l'autre prenant en compte le point de vue autochtone et (longtemps) décriée, s'affrontent autour d'enjeux politiques, juridiques, éducatifs, culturels, etc. Sur la base d'une analyse des usages de la presse écrite par des historiens qui s'opposent, nous présenterons un certain nombre d'éléments qui suggèrent timidement, comme dans le cas d'El Hucú, que des relectures et des réinterprétations de l'histoire deviennent possibles. Si, comme l'écrit Milo, « [...] la leçon des noms de rue [...] nous renseigne sans nul doute sur les représentations que l'*establishment* a eues de la mémoire nationale et des grands hommes, ainsi que sur les moyens de promouvoir ces représentations » (1986 : 286), nous pouvons faire l'hypothèse qu'une nouvelle forme d'*establishment* est en train d'émerger. Cette dernière s'inscrirait dans le mouvement de renforcement et d'internationalisation des

1. Les membres du comité de lecture de *Carnets de bord* nous ont adressé de précieuses remarques et suggestions. La version révisée de l'article a bénéficié de commentaires, d'indications bibliographiques et de données complémentaires généreusement mis à notre disposition par Florencia Roulet. Farinaz Fassa a relu et discuté en détail plusieurs versions intermédiaires de cet article. Certains thèmes développés ici ont été présentés lors des 2^e Journées d'Histoire de la Patagonie

qui se sont déroulées à General Roca du 2 au 4 novembre 2006 où ils ont été débattus et commentés par María Andrea Nicoletti, Walter Delrio et Diana Lenton. Que toutes ces personnes soient ici remerciées pour leur précieuse collaboration.

2. Cet article a été repris par le mensuel AZkintuWE, n° 14 (juin-juillet) 2005, p.11 : <www.nodo50.org/azkintuwe/otras_ediciones.htm>.

3. Cette ville qui comptait 1393 habitants en 2001 (INDEC 2001) est la capitale du département Norquín ; elle est située dans la précordillère des Andes à 1200 m d'altitude et à 380 km de la ville de Neuquén, capitale de la province du même nom.

4. Nous appelons ici « mapuche » toutes les populations qui sont les ancêtres du peuple qui revendique actuellement cet ethnonyme, qui parlaient le *mapudungun* (la langue

mapuche) et qui occupaient les Pampa et le nord de la Patagonie au moment des campagnes militaires de Roca même si, dans les sources écrites de l'époque, on distingue différents groupes : ranquele, pehuenche, salineros, pampas et tehuelche.

revendications autochtones qui a lieu depuis la fin des années 1980 pour émettre des critiques radicales face aux activités de commémorations de la découverte par les Européens des Amériques en 1992. Ces voix alternatives qui demandent une révision de l'histoire se heurtent, dans le cas qui nous intéresse, à l'historiographie officielle argentine qui a loué, depuis plus d'un siècle, les faits d'armes de Julio Argentino Roca et considéré les campagnes militaires qui ont abouti à l'annexion des territoires des Amérindiens de Patagonie comme « une œuvre, une mission civilisatrice ».

Les pistes de réflexion que nous présentons ici émanent de positions particulières qui nous invitent à un exercice de réflexivité dans un débat autour de faits historiques et de leur diffusion, bref, à la construction située et hégémonique du savoir. Les auteurs ont voulu rendre compte des difficultés que peut présenter la relecture des « hauts faits de la Nation » et réfléchir à leur rôle et à leurs responsabilités tant scientifiques que citoyennes. Cet article lie une lecture anthropologique réalisée par une chercheuse suisse qui a décidé, il y a quelques années, de s'établir durant presque trois ans dans des communautés mapuche de la province de Neuquén pour y récolter les données nécessaires à la rédaction d'une thèse de doctorat (Kradolfer, 2005) et une approche historique effectuée par un scientifique argentin, spécialiste en histoire régionale de la Patagonie (Navarro Floria, 1999; Nicoletti et Navarro Floria, 2000) qui a été partie prenante d'une controverse autour du général Roca – encore qu'il soit difficile de parler de controverse, puisque, comme nous le verrons, le courrier de lecteur envoyé par Pedro Navarro Floria au journal *La Nación* en réponse à un article en hommage à Roca ne fut jamais publié par le quotidien en question (Roulet, 2005).

Nous verrons ci-dessous comment certains faits historiques et leurs interprétations divergentes débordent du champ scientifique pour faire l'objet, en Amérique latine, de débats politiques dans un contexte de réformes constitutionnelles, de reconnaissance des peuples autochtones et de prises de pouvoir de ces derniers dans les arènes politiques nationales, comme ce fut le cas en 2006 avec l'élection à la présidence bolivienne d'Evo Morales. Ensuite, nous nous pencherons sur la conquête et l'annexion des territoires de la Pampa et de la Patagonie par l'État argentin à la fin du 19^e siècle et nous analyserons de manière détaillée un certain nombre

de controverses actuelles à ce sujet. Finalement, nous chercherons, à partir de nos expériences, à comprendre pourquoi les voix des défenseurs des droits des peuples autochtones peinent tant à faire (re)connaître leurs versions de l'histoire.

La voix des vaincus : Roca chutera-t-il de son piédestal ?

Depuis plusieurs années, et dans la mouvance autochtone qui s'étend sur tout le continent américain, des Mapuche accompagnés de différentes organisations qui soutiennent leurs revendications sont intervenus avec force sur la scène publique et politique pour obtenir la restitution d'une partie de leurs territoires ancestraux, la reconnaissance de leur différence culturelle⁵, le droit à l'éducation interculturelle bilingue, à la libre détermination, etc. Dans la ligne de mire de leurs actions se trouve la figure de Roca et les hommages qui lui sont ou lui ont été rendus, non seulement parce qu'il fut président de l'Argentine, mais aussi en raison de ses faits d'armes au cours de la conquête de la Pampa et de la Patagonie. En effet, son nom a été donné à une ville importante de la province de Río Negro au nord de la Patagonie : « General Roca ». Et dans nombre de localités de Patagonie et d'Argentine, des rues, des avenues, des places publiques, des parcs, des musées, des écoles, ... portent son nom ; des statues ont été élevés à sa gloire ; et son portrait orne, par ailleurs, les billets actuels de 100 pesos.

En réaction à sa glorification, l'une de ses statues équestres érigée à Buenos Aires fait, depuis quelque temps, l'objet d'attaques symboliques. Des manifestants, dont l'écrivain et militant Osvaldo Bayer, se réunissent tous les premiers jeudis du mois devant ce monument, situé entre l'avenue Diagonal Sur et la rue Perú, en plein centre de la mégapole de Buenos Aires afin de demander qu'il soit retiré de ce lieu ([s. n.], 2006) et que le nom de l'Avenue Président Julio A. Roca soit remplacé par *Avenida Pueblos Indígenas* (Avenue Peuples Autochtones)⁶. De telles demandes s'attaquent à la figure de Roca à deux niveaux, puisque, comme l'écrit Milo, « [p]our qui s'intéresse à la constitution des lieux de mémoire, les noms de rues pourraient peut-être servir d'indices, et ce à un double titre : comme manifestations de la mémoire collective d'une communauté, et comme signes extérieurs de notoriété. Cette notoriété est à son tour perpétuée par le

5. La reconnaissance juridique du multiculturalisme n'a eu lieu qu'avec la réforme constitutionnelle de 1994 qui a modifié l'art. 67 (attributions du Congrès de la Nation), al. 15 datant de 1853, qui ordonnait de « [...] pourvoir à la sécurité des frontières, maintenir des relations pacifiques avec les Indiens et favoriser leur conversion au catholicisme » par l'art. 75 al. 17 : « Reconnaître la préexistence ethnique et culturelle des peuples autochtones argentins ; garantir le respect de leur identité

et le droit à l'éducation bilingue et interculturelle ; reconnaître la personnalité juridique de leurs communautés, la possession et la propriété communautaire des terres qu'ils occupent traditionnellement en régularisant le transfert d'autres terres, aptes et suffisantes au développement humain ; aucune terre ne sera aliénable, transmissible, susceptible d'être grevée ou saisie. Assurer leur participation dans la gestion relative aux ressources naturelles et autres questions qui les

concernent. Les provinces peuvent exercer simultanément ces attributions ».

6. Voir à ce sujet le *Proyecto de Ley de la comisión Anti-Monumento a Julio A. Roca* publié sur Internet par une commission d'opposants au monument : <http://hemi.nyu.edu/journal/april%202006/Multimedia%20presentations/3*%20Grupo%20de%20Arte%20Callejero/rocaquadernofinal.pdf>.

fait que des noms de rues la cautionnent» (1986 : 285). La toponymie et les monuments non seulement invitent à se souvenir de Roca mais ils contribuent en même temps à le légitimer au rang des grands hommes de la nation. Si certains mouvements, comme celui mené par Bayer, touchent la capitale, c'est cependant en province et surtout en Patagonie qu'ils sont le plus actifs. À San Carlos de Bariloche (province de Río Negro, Patagonie), des jeunes Mapuche se sont mobilisés pour exiger que soit racontée la «vraie histoire» de la conquête des Amériques et que la statue équestre de Roca soit enlevée de la place centrale de cette ville. L'un d'eux déclara le 12 octobre 2004, à l'occasion des commémorations de la «découverte» de l'Amérique par Christophe Colomb, que «les Droits humains n'ont aucun sens si en plus de prendre les terres (des communautés autochtones) ces symboles du génocide sont conservés⁷» ([s. n.], 2004b : non paginé)⁸. Toujours dans la province de Río Negro, des enseignants de la ville de General Roca demandent que le nom de la localité soit changé et que lui soit restitué son nom d'avant l'invasion argentine : Fiske Menuco.

Comme le remarque Milo au sujet des noms de rue dans la capitale française, «[c]e n'est pas leur simple présence qui compte, mais leur visibilité dans la texture [urbaine]» (1986 : 308). En Argentine, les avenues qui portent le nom de Roca sont généralement situées au centre des villes et les deux statues dont il est question ci-dessus se trouvent sur des lieux centraux, donc incontournables pour la population. Les polémiques autour de la figure historique de Roca nous ont semblé non seulement intéressantes, mais aussi emblématiques des relations existant entre l'État argentin et ses populations autochtones, plus particulièrement dans ce cas, les Mapuche. Elles montrent aussi la difficulté d'opérer des relectures de l'histoire à partir de positions non/moins hégémoniques et elles permettent de comprendre pourquoi, à partir d'une statue, ou du nom d'une rue, etc., nous pouvons nous interroger sur des enjeux sociaux, politiques, identitaires, ou éthiques, qui mettent en concurrence des mémoires et des narrations différentes.

À la recherche de l'histoire et de ses héros

Les principaux éléments d'achoppement entre les défenseurs et les opposants de la version officielle argentine de l'histoire de la conquête de la Pampa et de la Patagonie se retrouvent dans une controverse qui a

opposé, en 2004-2005, deux historiens : Juan José Cresto et Pedro Navarro Floria – co-auteur de cet article – après la publication le 23 novembre 2004, par le premier, d'un papier dans le journal *La Nación* : «Roca y el mito del genocidio (Roca et le mythe du génocide)» qui fait suite à un éditorial non signé, mais vraisemblablement écrit lui aussi par Cresto, paru le 13 juin de la même année et intitulé «Respetemos nuestra historia (Respectons notre histoire)». Cette «polémique avortée» comme l'appelle l'historienne Florencia Roulet (2005 : 5)⁹ mérite une analyse plus détaillée car elle est révélatrice de deux positions antagonistes qu'il nous semble intéressant d'analyser. D'un côté, l'historiographie officielle conservatrice cherche à justifier les guerres contre les populations autochtones, alors que de l'autre, des tentatives de relectures alternatives des hauts faits de la nation par une nouvelle génération d'historiens s'appliquent à comprendre l'histoire du point de vue des vaincus. Après quelques mots d'introduction sur la conquête de la Pampa et de la Patagonie, nous reprendrons les trois éléments de discorde, identifiés par Roulet (2005), dans les papiers de Cresto et de Navarro Floria : l'autochtonie des Mapuche en Argentine, l'absence de peuplement de la Pampa et de la Patagonie, et le génocide des Mapuche.

Roca, héros de la conquête de la Pampa et de la Patagonie

Pressé par la demande de terres de la part des *estancieros*¹⁰ et de biens alimentaires par les marchés internationaux ainsi qu'en raison de la crise économique internationale, le gouvernement du président Nicolás Avellaneda (1874-1880) prit la décision d'avancer sur les territoires autochtones libres de la Pampa¹¹. Adolfo Alsina, son premier ministre de la Guerre et de la Marine, mit fin aux relations traditionnellement pacifiques qui avaient été établies avec les peuples autochtones¹² et, avec l'aide de nouvelles ressources technologiques comme le fusil Remington et le télégraphe, il planifia et réalisa une première avancée sur les territoires de la Pampa. À la mort d'Alsina, Julio A. Roca lui succéda (1878-1880) et il dirigea la «*Campaña al Desierto* (Campagne du Désert)¹³» en coordination avec le gouvernement chilien qui menait, lui aussi, une intervention militaire pour annexer les territoires mapuche à l'ouest de la cordillère des Andes. Cette campagne, qui se déroula en 1879, repoussa la frontière sud de l'Argentine jusqu'aux rivières Neuquén et Río Negro où commence la Patagonie, qui s'étend vers le sud jusqu'au détroit de Magellan. Elle provoqua

7. Toutes les traductions sont de la co-auteure.

indymedia.org/news/2005/02/264061.php>.

8. Voir aussi la page web intitulée *El Gral. Roca en el Centro Cívico genera polémica* à l'adresse : <www.patagonia-argentina.com/e/content/rocam.htm>.

10. En Argentine, les grandes propriétés d'élevage extensif de bétail – latifundia – sont appelées *estancias* et leurs propriétaires *estancieros*.

9. Cet article a été publié pour la première fois le 11 février 2005 sur Indymedia où il a suscité de nombreux commentaires : <http://argentina.

11. À cette époque, la frontière sud de l'Argentine n'atteignait même pas les limites actuelles des provinces de Buenos Aires et de Mendoza ; elle passait, par contre, au sud des provinces de Córdoba et de San Luis.

12. Pour cette période, on peut parler de *Naciones originarias* (dans le sens de l'expression anglaise *First Nations* qui est utilisée pour parler des confédérations tribales nordaméricaines) puisque les grands chefs traitaient d'égal à égal avec le gouvernement argentin.

Désert)» ; nous reviendrons plus en avant sur la dénomination de «désert», qui pose problème.

13. Cette campagne a donné son nom à toute l'entreprise de conquête de la Pampa et de la Patagonie (1875-1885), qui est appelée «*Conquista del Desierto* (Conquête du

des déplacements importants de population autochtone et établit les bases nécessaires pour la colonisation des vallées fluviales du nord de la Patagonie. Roca fut élu président (1880-1886) après son retour triomphal à Buenos Aires. Ses premiers objectifs avaient été atteints mais il poursuivit néanmoins la conquête de la Patagonie entre 1881 et 1883 avec la «*Campaña del Nahuel Huapi*» (Campagne du Nahuel Huapi) et la «*Campaña de los Andes*» (Campagne des Andes) durant lesquelles la persécution des populations autochtones se poursuivit jusqu'à ce que les derniers caciques (chefs) se rendent en 1885. En raison des dommages provoqués par ces opérations militaires, elles méritent selon nous, et comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, l'appellation de «*génocide*» (Navarro Floria, 1999 : 104-106).

Les Mapuche (ne) sont (pas) argentins

L'un des arguments utilisé par Cresto pour justifier la *Conquista del Desierto* ainsi que les exactions commises à l'encontre de la population autochtone s'enracine dans le discours nationaliste qui considère les Mapuche comme des envahisseurs venus du Chili. Pour ce faire, il faut remonter au 18^e siècle, lorsque l'influence des populations mapuche provenant du côté ouest de la Cordillère des Andes (le Chili actuel) se fit de plus en plus importante en Patagonie argentine. Des groupes d'origine chilienne parlant le *mapudungun*, devenu *lingua franca* dans les relations intertribales, étaient déjà présents dans la région depuis quelques décennies. Ils avaient établi un vaste réseau commercial reliant les pampas avec le Chili et leur influence se fit d'abord sentir par des modifications dans la culture matérielle, avant qu'une véritable migration de population n'ait lieu d'ouest en est. Cette période qui s'étend sur plus d'une centaine d'années, durant laquelle la suprématie de la culture mapuche s'étendit du Pacifique à l'Atlantique, est connue sous le nom «*d'araucanisation*¹⁴ de la Pampa et de la Patagonie».

Bien qu'il soit difficile, faute de sources écrites, de comprendre exactement l'impact de l'hégémonie mapuche sur les autres peuples, certains historiens – comme par exemple ceux qui, jusque vers 1980, défendent la conquête militaire de la Pampa et de la Patagonie – penchent pour une interprétation de type «*génocidaire*» : les Mapuche auraient exterminé toutes les populations qu'ils rencontraient (Walther, 1979) ; alors que d'autres – essentiellement durant le dernier quart de siècle – font l'hypothèse d'un mélange d'influences entre les différents peuples, mélange créateur de particularismes mapuche locaux (Bengoa, 1985). On comprendra dès lors tout l'intérêt que peut présenter, encore aujourd'hui, la première interprétation pour les détracteurs des droits des peuples autochtones, comme certains nationalistes argentins qui répètent inlassablement que les Mapuche ne sont pas des autochtones argentins, mais chiliens. Casamiquela (1965, 1969, 1985, 1995) est le tenancier le plus connu de cette théorie ébauchée pour la première fois en 1878 par l'écrivain et député Zeballos, qui fut

le premier et l'un des plus grands propagandistes de la conquête du Désert, dans son ouvrage *La conquista de quince mil leguas*, ouvrage plusieurs fois réédité par la suite. C'est dans les années 1930 que Canals Frau inaugura le terme d'«*araucanisation*» pour décrire un phénomène de diffusion violente de populations mapuche dans la Pampa et en Patagonie (1941, 1946, 1986 ; voir aussi à ce sujet Vignati 1936a et 1936b).

Si nous suivons cette hypothèse, les Mapuche du 18^e siècle seraient des envahisseurs et ils auraient fait disparaître tous les premiers habitants de la Pampa et de la Patagonie et il n'y aurait plus, aujourd'hui, de traces des peuples premiers sur ce territoire, entraînant ainsi la disqualification des revendications non seulement des Mapuche mais aussi de toutes les populations amérindiennes de la région. Ces différentes interprétations de l'histoire et des contacts entre peuples autochtones continuent à influencer la politique de l'État vis-à-vis de ces populations, comme cela a été le cas depuis le début de l'année 2006 dans la province de Neuquén. En effet, lorsqu'il fut question d'inclure dans la Constitution provinciale la reconnaissance de la préexistence des populations amérindiennes en des termes similaires à ceux de la Constitution nationale, une série d'articles d'opinion parurent dans la presse locale – notamment dans les journaux *Río Negro* et *La Mañana de Neuquén* – pour affirmer que les droits octroyés aux autochtones ne devraient l'être qu'aux «*indiens argentins*» et non aux Mapuche, puisqu'il s'agirait d'indigènes chiliens¹⁵. L'ampleur des débats autour de l'origine nationale des autochtones est d'autant plus intéressante qu'ils ont lieu dans un pays qui pratique le *ius soli* et attribue de ce fait la citoyenneté à toutes les personnes qui naissent sur son territoire. Si ceci a permis d'«*argentiniser*» et d'homogénéiser la descendance des immigrants européens en créant le mythe de la nation argentine blanche et sans Indiens (Quijada 2000a et 2000b), ce droit semble ne pas s'appliquer aux populations amérindiennes qui sont encore renvoyées à de lointaines et hypothétiques origines chiliennes, et de ce fait «*dénationalisées*» et «*déterritorialisées*» par le biais du *ius sanguinis*.

De la désertification

Au moment de leur conquête (1875-1885), les territoires de la Pampa et de la Patagonie étaient considérés comme un «*désert*», c'est-à-dire comme des lieux propices à l'expansion de la «*civilisation*» et du «*progrès*». C'est

14. «*Araucan*» étant le nom donné par les Espagnols aux Mapuche.

15. Voir, par exemple, <www.rionegro.com.ar/arch200601/11/011j01.php; www.rionegro.com.ar/arch200602/11/011fo2.php; www.rionegro.com.ar/arch200605/02/002f01.php; www.rionegro.com.ar/arch200605/11/011fo2.php>.

la raison pour laquelle cette période porte, dans l'histoire officielle, le nom de « *Campaña del Desierto* (Campagne du Désert) », alors que les Mapuche se la remémorent sous le nom d'« *Época de la Perdición* » (Époque de la Ruine), ou plus simplement la *Perdición*. Le terme de « désert » pose ici doublement problème ; d'abord en raison de l'emploi du terme même, ensuite par l'utilisation que les *conquistadores* du 19^e siècle en firent. Les territoires auxquels ce terme fait référence n'avaient en effet pas à pâtir de la sécheresse – ou en tout cas, pas pour la majorité d'entre eux (seules certaines zones de la Patagonie pouvant être considérées comme semi-arides). À ce sujet, il est intéressant de noter que l'idée de « désert » s'appliquait à ce moment-là en Argentine aussi bien aux zones arides qu'aux forêts tropicales, puisqu'elle faisait référence aux espaces vides de toute « civilisation occidentale ».

Quant à la référence à l'absence de population, celle-ci ne concerne bien évidemment que la population blanche « civilisée ». Par ailleurs, si ces lieux avaient été faiblement peuplés, l'on est en droit de se demander pourquoi Roca dut lever une grande armée et entreprendre plusieurs campagnes militaires sur une période de plusieurs années. En réalité, la motivation principale des campagnes dirigées par ce général était de s'emparer de nouveaux territoires dans le but d'en exploiter les richesses, et le fait de les considérer comme un désert devenait un argument efficace pour justifier leur occupation. La référence à la faiblesse démographique est reprise par Cresto lorsqu'il écrit que « [l]a pampa sauvage était totalement déserte, avec quelques poignées d'habitants isolés » (2004 : non paginé), ce qui est surprenant puisqu'il explique dans le même texte que les Mapuche auraient envahi ces territoires un siècle auparavant. De plus, il justifie la conquête militaire par la menace que faisaient planer les raids autochtones qui prélevaient du bétail dans les *estancias* proches de la zone de frontière. Ce jeu de cache-cache où les Mapuche apparaissent en force pour mieux disparaître par la suite présente encore aujourd'hui un certain intérêt. En considérant les personnes qui occupaient la Pampa et la Patagonie au 19^e siècle comme des « poignées d'habitants isolés » ou des « tribus errantes », leur statut actuel de population, voire de peuple, leur est nié, ce qui a pour conséquence – du point de vue de l'État – de les considérer sans ancrage territorial et de leur interdire, par conséquent, toute revendication de ce type.

Nier le génocide pour mieux le justifier

L'idéal de la « nation blanche », chrétienne et « civilisée » de l'Argentine du 19^e siècle ne pouvait se réaliser qu'en faisant disparaître physiquement et symboliquement les populations amérindiennes. De plus, face à la forte demande de produits alimentaires sur les marchés internationaux, il devenait de plus en plus pressant pour l'État argentin de s'approprier l'immense réservoir de terres cultivables que représentaient les territoires autochtones. Comme l'explique Cresto en citant la loi du 25 août 1867, « la présence de l'indien [...] empêche l'accès [à la terre] de

l'immigrant qui veut travailler » (2004 : non paginé). C'est par ailleurs l'accession anticipée à la propriété foncière qui permit la conquête : « Pour financer l'expédition, la pampa fut divisée en parcelles de 10 000 hectares et des titres [de propriété] émis pour la somme de 400 pesos lourds, l'unité, furent vendus par la bourse du commerce » (Cresto 2004 : non paginé).

Durant les campagnes militaires, les autochtones qui ne périrent pas dans les affrontements militaires et les razzias contre les populations civiles (l'armée argentine attaquant aussi les campements où séjournèrent femmes et enfants) furent déportés comme captifs vers Buenos Aires pour y être ensuite répartis dans les différents centres urbains du pays. Les familles furent séparées. Des hommes ont été employés comme main-d'œuvre forcée dans la construction des chemins de fer, dans les *estancias* au centre du pays et dans les plantations de canne à sucre de la région de Tucumán ; d'autres ont été enrôlés de force dans l'armée et la marine, ou exilés par milliers dans la prison de l'île Martín García. Quant aux femmes et aux enfants, ils ont été répartis dans les familles aisées de Buenos Aires qui avaient besoin de domestiques (Varela et Font, 1995 : 178-179). Les populations qui échappèrent à la mort et à l'exil et se retrouvèrent, à ce moment-là, à l'état de « poignées d'habitants isolés » ou de « tribus errantes », assistèrent à la désarticulation systématique de leur société, privée de terres et de moyens de subsistance. Certains, comme Cresto, pensent que l'État argentin ne doit pas être tenu pour responsable de la désarticulation de la société mapuche puisque « [l]a seule réalité est que la plaine pampéenne ne connut plus de raids de vol de bétail (*malones*) et que de grandes réserves furent assignées aux autochtones [...] » (2004 : non paginé). Concernant la province de Neuquén, pour le nord de laquelle le colonel Uriburu reçut l'ordre de « [...] nettoyer les indiens de la zone comprise entre les rivières Barrancas et Neuquén » (Bandieri, 1993 : 125), les sources historiques nous apprennent cependant que seule la communauté Namuncura reçut un titre de propriété foncière définitif sur 20 000 ha au lieu dit San Ignacio (département de Collón Cura) en 1894 (Falaschi et al 1996 : 117). D'autres groupes importants « reçurent » des terres, le plus souvent situées beaucoup plus au sud dans des régions arides et très éloignées de leur lieu habituel d'établissement, et cela bien souvent sans qu'aucun titre de propriété ne leur soit délivré (Curruhuinca et Roux, 1990 : 223 et ss.).

Les autochtones furent « intégrés » aux secteurs les plus marginalisés de la société argentine et durent se soumettre au système légal qui ignore leurs coutumes, au système éducatif qui méprisait leurs langues et leurs cultures. Ceux qui survécurent aux affrontements, aux déplacements de population vers les camps de prisonniers et au travail forcé, subirent une nouvelle disparition, « symbolique », puisqu'ils durent abandonner leur mode de vie communautaire, leur culture, leur langue, etc., afin de se « civiliser ». Le but de la conquête était atteint : la « civilisation » avait eu raison de la « barbarie ».

Comme le souligne Navarro Floria dans sa réponse à Cresto (Roulet, 2005; non paginé), le démantèlement d'une société dans une telle ampleur ne peut qu'être considéré comme un génocide au sens de la définition donnée dans l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide adoptée par l'ONU en 1948¹⁶. Argument auquel il est parfois répondu, comme dans le commentaire de l'éditorial anonyme « Respetemos nuestra historia » (2004a: non paginé) sur le site Indymedia¹⁷ d'une personne répondant au pseudonyme de « Juanchito » : « Si Roca les avait tous tués et s'il s'était agit d'un génocide, comment est-il possible qu'il y ait des descendants et qu'ils soient en ce moment des millions ? » Que des autochtones puissent aujourd'hui, dans un contexte de reconnaissance accrue de leurs droits particuliers, demander réparation et réapparaître avec force sur la scène politique semble donc être suffisant dans le cas de ce lecteur pour minimiser les exactions dont ils furent les victimes il y a 125 ans...

Retour sur une polémique avortée

Juan José Cresto est un collaborateur habituel du journal *La Nación*, le quotidien le plus représentatif de l'« élite » argentine. Dans son article publié le 23 novembre 2004 (Cresto, 2004), il reprend un certain nombre d'éléments présentés dans un éditorial non signé du 13 juin, ce qui laisse penser qu'il en était l'auteur ([s. n.], 2004a). Si le premier papier visait à défendre la figure historique de Roca dont la statue avait fait l'objet de graffitis et du dépôt de pancartes portant les inscriptions, entre autres, de « Roca genocida » et de « Roca = Videla », l'auteur s'en prend plus directement dans son deuxième article à certains historiens : « Dernièrement, une historiographie dépourvue de toute documentation soutient que l'expédition de Roca contre les indiens en 1879 fut un génocide. Ceci révèle une ignorance crasse et des intérêts occultes pour des revendications territoriales » (Cresto, 2004: non paginé). Pedro Navarro Floria réagit le 26 novembre en envoyant un courrier de lecteur abondamment documenté à *La Nación* pour se défendre des accusations de Cresto, puisqu'il « [se] sen[t] directement concerné [...] pour avoir appliqué le concept de « génocide », dans des publications académiques, des communications et des conférences, au processus dérivé de la conquête de la Pampa et de la Patagonie par l'État argentin entre 1875 et 1885 » (Navarro Floria, 2005: 6). Sa réaction ne fut pas publiée par le quotidien mais elle circula par contre largement sur

Internet par le biais d'une pétition lancée par Roulet (2005, voir les versions électroniques) et signée par plus de quatre-vingt professionnels des sciences humaines (historiens mais aussi anthropologues, archéologues, géographes, etc.)¹⁸ pour soutenir une nouvelle demande de publication à *La Nación* le 20 décembre, demande qui essuya, elle aussi, un refus.

Au cours de la récolte des signatures, Roulet (2005: 6) apprit que d'autres intellectuels avaient réagi en faisant part au journal de leurs désaccords avec les éléments avancés par Cresto pour défendre la mission « civilisatrice » de la conquête des territoires autochtones. Curieusement, aucun de ces courriers n'ont été publiés alors que quatre lettres élogieuses parurent entre le 28 novembre et le 20 décembre (Cataldo, 2004; Dursi, 2004; Lorenzetti, 2004; Páez Garramuño, 2004). Tous les courriers soulignent la nécessité de défendre la mémoire de Roca, certains en profitant au passage pour faire l'éloge de Cresto : « [les savoirs] que le docteur Cresto offrent maintenant aux lecteurs de *La Nación* me sont utiles aujourd'hui pour avoir une vision plus claire et complète de l'une des présidences les plus remarquable que nous ayons connues dans notre pays. Je remercie, par conséquent, l'auteur pour la très précieuse leçon d'histoire transmise aux Argentins » (Cataldo, 2004: non paginé); « J'ai lu l'article du docteur Cresto (nous avons pour habitude d'écouter sa parole autorisée sur des thèmes historiques) [...] » (Páez Garramuño, 2004: non paginé). Ils rejettent aussi l'idée qu'un génocide puisse avoir été commis contre les autochtones en minimisant le nombre de morts¹⁹ : « La campagne de Roca fut civilisatrice, évangélistrice et scientifique. Il était accompagné de curés, de missionnaires, d'ingénieurs, de divers experts, etc. Bien sûr, il y eut des affrontements et des morts des deux côtés mais dans des quantités bien moindres que celles suggérées par ceux qui parlent de génocide » (Páez Garramuño, 2004: non paginé), ou retournant l'accusation contre

groupe; e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. »

5 caciques principaux prisonniers et 1 tué; 1271 guerriers indiens (*indios de lanza*) prisonniers; 1313 guerriers indiens tués; 10539 femmes, enfants et hommes non impliqués militairement (*chusmas*) prisonniers; 1049 indiens soumis [dans des missions catholiques]; captifs libérés: 480. Ce qui donne pour résultat une quantité de 14172 indiens supprimés de la pampa. Sans prendre en compte le nombre considérable d'indiens morts par suite de persécutions et des conséquences de la faim au sein même du désert » (República Argentina 1879: VI). En 1882, quand le Congrès discute de l'avenir des populations soumises, Zeballos (à ce moment-là député) annonce que 15000 indiens ont déjà été répartis dans différentes régions du pays (República Argentina 1883: 216). La conquête de la Pampa et de la Patagonie ne se terminera qu'en 1885.

16. « [...] le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel: a) meurtre de membres du groupe; b) atteinte grave à l'intégrité physique et mentale de membres du groupe; c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; d) mesures visant à entraver les naissances au sein du

17. <<http://argentina.indymedia.org/print.php?id=202477&comme nts=yes>>.

18. La liste complète des signataires de la pétition avec mention de leur profession et de leur insertion professionnelle et/ou académique se trouve sur *Indymedia*: <<http://argentina.indymedia.org/news/2005/02/264061.php>>.

19. Sans vouloir entrer en matière sur le nombre de tués, on est cependant en droit de s'interroger sur la légitimité de la définition d'un génocide en termes quantitatifs. Pour donner un ordre de grandeur, nous nous permettons toutefois de donner quelques indications quant aux exactions commises par les armées argentines. Pour la seule campagne du Désert qui eut lieu en 1879, Roca annonça que « [l]e résultat des opérations militaires contre l'ennemi est le suivant:

les Mapuche: « Ceux qui utilisent ce terme ignorent sa vraie portée et sa signification: < crime contre un peuple ou un groupe national, ethnique ou religieux > [...] avec l'invasion araucano-mapuche débute le véritable génocide de la race tehuelche²⁰ » (Dursi, 2004: non paginé). Pour Páez Garramuño, les Mapuche devraient pouvoir jouir des mêmes droits que les autres Argentins mais sans qu'ils ne revendiquent de traitements particuliers, argument lui aussi défendu par Cresto (cf. infra): « Je crois qu'en tant qu'êtres humains et en tant qu'Argentins (s'ils sont nés et ont été enregistrés ici comme tels), ils ont le droit de vivre, de travailler et de profiter des bénéfices que la légendaire générosité argentine leur offre, mais pas de falsifier l'histoire et de prétendre qu'on leur rende des terres qui – ils le savent – ne leur ont jamais appartenu » (2004: non paginé). Finalement, chez Lorenzetti nous trouvons quelques indications sur les raisons qui auraient, selon lui, conduit à la critique des actions de Roca: « Malheureusement, nous, les Argentins, sommes un peuple avide de mythes et nous acceptons facilement des visions révisionnistes de l'histoire qui obéissent à des conceptions idéologiques et à des intérêts mesquins. [...] Le gouvernement devrait s'occuper de préserver la mémoire de ceux qui l'ont servi de manière inconditionnelle » (2004: non paginé).

Les réponses de ces quatre personnes, dont une seule spécifie sa profession (avocat), face au blocus imposé par *La Nación* à la publication de courriers de lecteurs présentant une lecture différente de l'histoire – même lorsqu'elle émane d'un docteur en histoire de l'Université de Madrid, chercheur auprès du CONICET (*Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas*; Conseil national de recherches scientifiques et techniques) et directeur du Centre d'Études Patagoniques de l'Université du Comahue à Neuquén – n'est qu'une anecdote (bien documentée par Roulet, 2005) parmi tant d'autres, pour nous, chercheur.e.s qui travaillons sur des problématiques relatives aux autochtones. Elle témoigne de la difficulté ne serait-ce que « d'entrer en matière » sur des sujets encore « chauds » et nous ne pouvons que regretter, comme Roulet, que *La Nación* n'ait pas ouvert ses colonnes à une polémique « [...] qui aurait permis un échange fécond et démocratique d'idées et de données scientifiquement démontrées sur un passé qui a laissé des plaies ouvertes » (2005: non paginé).

20. Populations considérées par certains auteurs, notamment Casamiquela (1965, 1969, 1985, 1995), comme étant les seuls vrais autochtones des pampas et de la Patagonie.

Plusieurs éléments peuvent nous aider à comprendre la distance qui existe actuellement entre l'histoire académique argentine et la mémoire sociale (de la population « blanche ») au sujet de la conquête du Désert. En effet, la vision conservatrice que défend *La Nación* refuse de tenir compte et déqualifie les travaux académiques des vingt-cinq dernières années. On peut faire l'hypothèse, en suivant l'historien Raúl Mandrini que la persistance du mythe de la conquête du Désert s'expliquerait par son adéquation à l'idéal d'une nation homogène et au modèle de développement dominant qui n'a pas besoin de la main d'œuvre rurale (2003: 28). Par ailleurs, une impulsion nouvelle fut donnée à la glorification de la conquête du Désert et à l'héroïsation de Roca en 1979, sous les auspices officiels de la dictature militaire, lors des commémorations du centenaire de la première campagne militaire. À cette occasion, la maison d'édition *Editorial Universitaria de Buenos Aires* (EUdeBA) réédita le livre de Walther, *La conquista del desierto*, publié pour la première fois en 1948, qui devint ainsi une référence incontournable sur ce sujet. L'Académie Nationale d'Histoire organisa le *Congreso Nacional de Historia sobre la Conquista del Desierto* (Congrès national d'histoire sur la conquête du Désert) en novembre 1979 dans la ville de General Roca et en édita les actes en plusieurs volumes en 1980. Une grande collection d'ouvrages d'histoire argentine fut par ailleurs publiée au moment du retour à la démocratie en 1983 par l'éditeur Hyspamérica. Cette collection, comprenant beaucoup d'anciens titres et quelques nouveaux travaux, était vendue à des prix tout à fait abordables dans les kiosques dans le but de réveiller la conscience civique et l'intérêt pour l'histoire. Sur la question des peuples autochtones, il n'y avait pas encore à l'époque de production académique significative puisque de tels travaux avaient été interdits pendant la dictature, et par conséquent, les ouvrages écrits par Canals Frau dans les années 1930-1940 furent réédités, contribuant à maintenir une image conservatrice et passéiste des populations amérindiennes. On ne peut que souhaiter que plus de communication à destination du grand public soit effectuée par les universitaires et que les médias fassent plus souvent appel à eux qu'aux seuls écrivains ou historiens nationalistes et conservateurs tels que Cresto.

Quelle place pour une pensée différente?

Si, dans l'Académie, nous avons compris que nos titres et nos fonctions nous qualifient et nous autorisent à prendre la parole sur un certain nombre de thématiques où nous sommes reconnus comme « expert.e.s » par nos pairs; si nos engagements personnels et politiques nous permettent de nous exprimer sur des sujets qui nous touchent et nous interpellent, comment faire lorsque ni l'engagement, ni l'expertise ne sont pris en considération et que nous sommes renvoyé.e.s au silence? Que penser aussi de la position occupée par les autochtones, à la fois sujets (et parfois objets) de nos controverses, au sein de celles-ci? Comment comprendre qu'ils subissent encore nombre de vexations plus de 100 ans après leur

«incorporation» à l'État argentin, alors que le leitmotiv teinté d'universalisme du discours conservateur affirme que « [l'indien] est simplement un Argentin au même titre que trente-six millions d'habitants, avec les mêmes droits et obligations que tous les autres. Il ne mérite aucun traitement spécial, ni plus de droits qu'autrui, ni qu'aucune tare ne l'invalide, le relègue ou le discrédite parce qu'il possède aussi toutes les prérogatives constitutionnelles. Il est notre concitoyen et, de ce fait, notre frère. Il mérite et il a toute notre affection fraternelle, ni plus, ni moins. Le contraire est indigne et discriminatoire » (Cresto, 2004 : non paginé). Lors de son enquête anthropologique sur l'identité mapuche, l'anthropologue co-auteur de cet article interrogea des Mapuche établis dans les quartiers périphériques de Neuquén quant aux éléments qui les rattachaient à leur culture autochtone. L'une des personnes interviewées lui répondit : « Nous pouvons parler l'espagnol, être des universitaires, nous teindre les cheveux en blond et mettre des lunettes de soleil, les non Mapuche continueront néanmoins à nous traiter d'*Indios de mierda* (< Indiens de merde >) et à nous marginaliser ».

Peu à peu, un certain nombre de changements, comme celui survenu dans la toponymie à El Huecú dont nous avons parlé au début de cet article, attestent d'un timide début de réécriture de l'histoire, réécriture dont les conséquences dépassent la petite sphère municipale dans laquelle cet acte a eu lieu. Le fait de renommer l'une des avenues principales de la ville obéit, comme le déclarait Rodolfo Canini, maire de cette localité et professeur d'histoire : « [...] à la révision que les peuples doivent faire de l'histoire écrite par les vainqueurs, vainqueurs, qui, de plus, ne défendaient habituellement pas les intérêts de la patrie. Les peuples qui ne révisent pas leur histoire sont prisonniers d'un destin oppresseur » (Bayer, 2005 : non paginé). Dans le contexte argentin, cette localité fait office de pionnière en acceptant de revenir sur l'histoire de la conquête de sa région, pour déqualifier explicitement la figure du général Roca, au bénéfice de celle d'un chef autochtone local qui lui était opposé et cherchait à conserver son indépendance et son territoire. C'est certainement parce qu'il inaugure une nouvelle façon d'analyser le passé, qu'un tel événement a connu un retentissement national à travers le quotidien *Página 12*. En effet, rares sont les dépêches locales en provenance des régions reculées de l'*interior* (l'intérieur) qui se voient bénéficier d'un commentaire dans les journaux de la capitale car, bien que l'Argentine soit un État fédéral, sa capitale Buenos Aires n'en possède pas moins un fort potentiel d'attraction. Ce potentiel est aussi symbolique que matériel (un tiers des 36 millions d'habitants que compte le pays vivent dans la capitale et sa périphérie et parmi eux nombre d'autochtones, (INDEC 2001) et le clivage entre cette mégapole et le reste du pays est tangible dès que les *porteños* (nom donné aux habitants de Buenos Aires en référence à la fonction portuaire de la ville) parlent du « reste » de leur pays comme de l'*interior*, utilisant ainsi la métaphore du repli sur soi.

Ici, un acte novateur émerge dans un contexte local où des groupements formés d'autochtones, ou non, ont demandé et obtenu que les artisans de l'assujettissement des populations amérindiennes qui occupaient leur territoire ne soient plus considérés comme des héros, mais que l'on reconnaisse leur rôle et leurs responsabilités dans l'extermination d'une large frange de la population. Pourtant, de telles actions peinent à être relayées par certains médias obligeant les autochtones et leurs partisans à utiliser d'autres moyens de communication comme le fit Roulet (2005) en faisant connaître le blocus imposé par *La Nación* à la lettre de lecteur de Navarro Floria par le biais d'Internet. Dans cet article nous souhaitons laisser une trace de la manière dont nous avons vécu et dont nous vivons ces controverses. Il n'est pas anodin dans ce contexte de remarquer que des archives auxquelles nous renvoyons se trouvent sur des supports électroniques, qu'elles sont par conséquent éphémères et vouées à disparaître. D'autres, comme les courriers de lecteurs envoyés individuellement par certains signataires de la pétition à *La Nación*, ont déjà disparu dans l'oubli. Si l'Internet permet actuellement aux mouvements de défense des autochtones, et aux autochtones, de constituer leurs propres archives, nombre de textes ne seront certainement plus consultables d'ici quelques années, renvoyant au silence des pans entiers de l'histoire.

Sabine Kradolfer

Sabine.KradolferMorales@unil.ch

Pedro Navarro Floria

pnavarro@jetband.com.ar

Bibliographie

- [s. n.] (2004a), « Respetemos nuestra historia », *La Nación*, 13 juin, non paginé [publication électronique].
- [s. n.] (2004b), « En Bariloche buscan que se retire el monumento a Roca », *Río Negro*, 13 octobre, non paginé [publication électronique].
- [s. n.] (2006), « Sobre el significado de los monumentos », *Página 12*, 4 août, non paginé [publication électronique].
- Balandier G. (1985), *Le détour : pouvoir et modernité*, Paris, Fayard.
- Bandieri S. (1993), « Condicionantes históricos del asentamiento humano después de la ocupación militar del espacio », in Bandieri S. et al., *Historia de Neuquén*, Buenos Aires, Plus Ultra.
- Bayer O. (2005), « El primer triunfo », *Página 12*, 25 mai, non paginé [publication électronique].
- Bengoa J. (1985), *Historia del pueblo mapuche*, Santiago, Ediciones Sur.

- Canals Frau S. (1941), «Los aborígenes de la Pampa en la época colonial», *Anales del Instituto de Etnología Americana*, tome II, 207-237.
- Canals Frau S. (1946), «Expansion of the Araucanians in Argentina», in *Handbook of South American Indians*, Washington, Smithsonian Institution Bulletin, Bureau of American Ethnology, 761-766.
- Canals Frau S. (1986), *Las poblaciones indígenas de la Argentina*, Buenos Aires, Hyspamérica [1953].
- Casamiquela R. (1965), *Rectificaciones y ratificaciones hacia una interpretación definitiva del panorama etnológico de la Patagonia y área septentrional adyacente*, Bahía Blanca, Universidad Nacional del Sur.
- Casamiquela R. (1969), *Un nuevo panorama etnológico del área pan-pampeana y patagónica adyacente*, Santiago de Chile, Museo Nacional de Historia Natural.
- Casamiquela R. (1985), *Bosquejo de una etnología de la provincia de Río Negro*, Viedma, Ministerio de Educación y Cultura.
- Casamiquela R. (1995) *Bosquejo de una etnología de la provincia del Neuquén*, Buenos Aires, La Guillotina.
- Cataldo H. R. (2004), «Roca», *La Nación*, 8 décembre, non paginé [publication électronique].
- Cresto J. J. (2004), «Roca y el mito del genocidio», *La Nación*, 23 novembre, non paginé [publication électronique].
- Curruhuinca C. et Roux L. (1990), *Las matanzas del Neuquén. Crónicas mapuches*, Buenos Aires, Plus Ultra.
- Dursi E. V. (2004), «Roca y los Mapuche» *La Nación*, 6 décembre, non paginé [publication électronique].
- Falaschi C. et al. (1996), *Proyecto Especial de Investigación y Extensión UNC-APDH «Defensa y Reivindicación de Tierras Indígenas»*. Informe final, Neuquén, Universidad del Comahue.
- INDEC (2001), *Censo Nacional de Población, Hogares y Viviendas 2001*, Buenos Aires, Instituto Geográfico Militar (IGM), <www.indec.mecon.ar/principal.asp?id_tema=50>.
- Kradolfer S. (2005), *Organisation sociale, don et identité dans les communautés mapuche de la province de Neuquén (Argentine)*, Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques, Université de Lausanne [thèse de doctorat].
- Lorenzetti L. (2004), «Reconocimiento a Roca», *La Nación*, 28 novembre, non paginé [publication électronique].
- Mandrini R. (2003), «Estudio preliminar», in Zeballos S., *La conquista de quince mil leguas*, Buenos Aires, Taurus.
- Milo D. (1986), «Le nom des rues», in Nora P. (dir.) (1984-1994), *Les lieux de mémoire*, vol. 3. *La nation*, Paris, Gallimard, 283-315.
- Navarro Floria P. (1999), *Historia de la Patagonia*, Buenos Aires, Ciudad Argentina.
- Navarro Floria P. (2005), «Carta de lectores que nunca fue publicada en los diarios La Nación y Clarín», in *Primera Jornada para pensar juntos. La Historia de Nosotros. «Políticas Genocidas del Estado argentino: Campaña del Desierto y Guerra de la Triple Alianza»*, Buenos Aires, Legislatura de la Ciudad Autónoma, 6-7. Aussi disponible en version électronique: <<http://argentina.indymedia.org/news/2005/02/264061.php>>.
- Nicoletti M. A. et Navarro Floria P. (2000), *Confluencias, una breve historia del Neuquén*, Buenos Aires, Dunken.
- Páez Garramuño J. C. (2004) «Roca y los Mapuche», *La Nación*, 20 décembre, non paginé [publication électronique].
- Quijada M. (2000a), «El paradigma de la homogeneidad», in Quijada M., Bernand C. et Schneider A., *Homogeneidad y nación con un estudio de caso: Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 15-55.
- Quijada M. (2000b), «Imaginando la homogeneidad: la alquimia de la tierra» in Quijada M., Bernand C. et Schneider A., *Homogeneidad y nación con un estudio de caso: Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, 179-217.
- República Argentina (1879), *Memoria del Departamento de Guerra presentada al Honorable Congreso por el ministro de Guerra y Marina general D. Julio A. Roca, 1879*, Buenos Aires, El Porteño.
- República Argentina (1883), *Congreso Nacional. Diario de sesiones de la Cámara de Diputados, año 1882*, Buenos Aires, Courrier de la Plata, tome 2.
- Roulet F. (2005), «Genocidio en las Pampas. Crónica de una polémica abortada», in *Primera Jornada para pensar juntos. La Historia de Nosotros. «Políticas Genocidas del Estado argentino: Campaña del Desierto y Guerra de la Triple Alianza»*, Buenos Aires, Legislatura de la Ciudad Autónoma, 5-6. Aussi disponible en versions électroniques: <<http://argentina.indymedia.org/news/2005/02/264061.php>> [suivi des lettres de lecteurs favorables à Cresto ainsi que de nombreux commentaires de lecteurs] ou <www.mapuexpress.net/?act=publications&id=88>.

Varela G. et Font L. M. (1995), « Reemplazos y coincidencias en el poblamiento de Neuquén. La integración de un espacio criollo », *Revista de Historia* [Universidad del Comahue, Neuquén, Argentine], n° 5, 173-183.

Vignati M. A. (1936a), « Las culturas indígenas de la Pampa », in *Historia de la Nación Argentina*, Buenos Aires, Junta de Historia y Numismática Americana (actuellement Academia Nacional de la Historia), tome I, 549-590.

Vignati M. A. (1936b), « Las culturas indígenas de Patagonia », in *Historia de la Nación Argentina*, Buenos Aires, Junta de Historia y Numismática Americana (actuellement Academia Nacional de la Historia), tome I, 591-645.

Walter J. C. (1979), *La conquista del desierto. Síntesis histórica de los principales sucesos ocurridos y operaciones militares realizadas en la Pampa y Patagonia, contra los indios*, Buenos Aires, EDeBA [1948].

Zeballos S. (1958), *La conquista de quince mil leguas. Estudio sobre la traslación de la frontera sur de la República Argentina al Río Negro*, Buenos Aires, Hachette [plusieurs rééditions ultérieures] [1878].